MAYOTTE : UN COMITÉ DE SUIVI… SANS VÉRITABLE SUIVI !

UFAP UNSa Justice

CP MAJICAVO

A Mamoudzou, le 10 novembre 2026

L'ESPOIR FAIT VIVRE. MAIS IL NE SUFFIT PLUS À FAIRE TENIR MAJICAVO !

Une nouvelle réunion du comité de suivi de Mayotte s'est tenue le 9 novembre 2026. Une de plus. Avec son lot d'annonces, de perspectives encourageantes, de travaux présentés comme achevés et de promesses qui restent à confirmer. Mais sur le terrain, que constatent réellement les personnels ?

Depuis mars 2022, près de cinq années se sont écoulées depuis l'annonce d'un second établissement pénitentiaire de 400 places. Aujourd'hui, nous en sommes encore à espérer la signature d'une acquisition foncière à Tsingoni. Et le projet présenté ne porte désormais que sur une première tranche de 200 places, avec seulement 100 cellules immédiatement doublables. **Les 200 places supplémentaires ? Une perspective, sans garantie ni calendrier.**

PRESQUE CINQ ANS POUR EN ÊTRE ENCORE AU STADE DES ESPOIRS !

Et pendant ce temps, le CP Majicavo continue de déborder…

La réunion du 9 novembre a une nouvelle fois révélé les décalages entre les informations transmises à l'administration centrale et les constats effectués sur le terrain.

L'administration présente les travaux directement liés à Chido comme terminés. Pourtant, des difficultés restent signalées concernant les portes, les caillebotis, les filets ou encore les câbles-chocs. **Que ces problèmes relèvent ou non du cyclone ne les rend pas moins urgents pour les personnels** !

Plus grave encore, l'administration reconnaît les difficultés budgétaires du CP Majicavo : factures en attente, fournisseurs sollicités pour des avances et absence de véritable stock alimentaire de sécurité au moment de la visite, alors que la saison cyclonique approche.

COMMENT PARLER D'UN SUIVI SÉRIEUX QUAND LES INFORMATIONS NE REJOIGNENT PAS LA RÉALITÉ DU TERRAIN ?

À force, ce comité ressemble davantage à une mise en scène du dialogue social qu'à un véritable outil de pilotage. Les réunions se succèdent, les mêmes difficultés reviennent, les responsabilités restent floues et les personnels attendent.

L'ESPOIR NE RÉPARE PAS UNE PORTE, NE RÉDUIT PAS LA SURPOPULATION ET NE GARANTIT PAS LA SÉCURITÉ !

LA DGAP DOIT MAINTENANT RENDRE DES COMPTES !

L'**UFAP UNSa Justice** ne nie pas les démarches engagées. L'identification d'un terrain à Tsingoni et la perspective d'une extension de 460 m² des locaux du SPIP sont des évolutions attendues.

Mais tant que rien n'est définitivement signé, financé, programmé et réalisé, il ne s'agit pas de résultats acquis !

Pour l'**UFAP UNSa Justice les investigations foncières doivent se poursuivre** malgré la piste de Tsingoni. Car si cette acquisition échoue, faudra-t-il encore repartir de zéro ? Après toutes ces années, nous ne pouvons plus nous permettre de tout miser sur une seule hypothèse.

Nous exigeons de la DGAP des engagements écrits, un calendrier précis pour les 400 places promises, des moyens immédiats pour le CP Majicavo, la mise en sécurité effective des installations, le rétablissement des capacités budgétaires et une réponse concrète aux besoins du SPIP.

L'**UFAP UNSa Justice** demande aussi un état contradictoire des travaux au CP Majicavo, établi sur place avec les personnels, et un échéancier clair des opérations restant à réaliser. Si ce comité prétend assurer le suivi, qu'il commence par vérifier ce qu'il annonce.

Il faut aussi identifier les responsabilités dans le suivi de ces dossiers. On ne peut éternellement constater les mêmes dysfonctionnements sans comprendre pourquoi ils persistent.

UN COMITÉ DE SUIVI DOIT PRODUIRE DES RÉSULTATS, PAS SIMPLEMENT ENTRETENIR L'ESPOIR.

ET MAINTENANT, IL FAUT CHANGER DE MÉTHODE !

L'**UFAP UNSa Justice** a toujours privilégié le dialogue, les propositions et la recherche de solutions. Mais dialoguer ne signifie pas accepter indéfiniment les mêmes réponses.

Nous n'avons pas vocation à répéter indéfiniment les mêmes alertes devant une administration qui connaît parfaitement la situation. L'**UFAP UNSa Justice** a pris toute sa place dans ce dialogue, avec des constats, des propositions et des exigences précises. Mais les résultats restent bien trop éloignés des attentes des personnels. **À force de faire du surplace, le dialogue finit par perdre son sens.**

Les personnels mahorais ont suffisamment patienté !

Si les engagements ne se concrétisent pas, l'**UFAP UNSa Justice** prendra ses responsabilités et envisagera, avec les personnels, d'autres formes d'action pour se faire entendre. Le dialogue ne peut pas servir indéfiniment d'alibi à l'immobilisme.

À l'approche des élections professionnelles, chacun doit aussi s'interroger sur les méthodes syndicales qui permettront enfin de faire avancer les dossiers. **Il est temps de sortir des habitudes, des postures et des discours sans lendemain.**

L'**UFAP UNSa Justice** entend porter cette exigence de changement, avec une ligne claire : défendre les personnels, obtenir des engagements vérifiables et **ne jamais confondre une annonce avec une victoire.**

À MAYOTTE, L'ESPOIR A ASSEZ DURÉ. PLACE AUX ACTES !

POUR UN SYNDICALISME QUI REVENDIQUE, QUI AGIT ET QUI NE RENONCE PAS :

VOTEZ UFAP UNSa JUSTICE !

Le Bureau Local.

